



# Gros plan sur les PNA: Enseignements de Djibouti

**La République de Djibouti (Djibouti)** est un petit pays de la Corne de l’Afrique, d’une superficie de 23 200 km<sup>2</sup> et peuplé de 900 000 habitants.<sup>(1)</sup> Plus de 75% de la population vit dans des zones côtières, principalement dans la capitale.<sup>(2)</sup> Djibouti est une jeune nation qui a obtenu son indépendance en 1977.

Malgré le climat subtropical désertique du pays et son potentiel de développement limité en agriculture, ressources naturelles et en industrie,<sup>(3)</sup> Djibouti est doté d’une géolocalisation particulièrement stratégique qui lui octroie le contrôle du détroit de Babel Mandeb qui constitue une passerelle importante vers la Corne de l’Afrique et la région la plus large de l’Afrique de l’Est.

Les services de transport et de logistique sont le moteur principal de la croissance économique rapide et soutenue que le pays connaît depuis les quinze dernières années.<sup>(4)</sup> Le PIB par habitant a ainsi augmenté de 3,1% en moyenne par an entre 2001 et 2017.<sup>(5)</sup> La pauvreté extrême a diminué au cours des quinze dernières années mais reste néanmoins élevée. Environ un cinquième de la population

continue de vivre sous le seuil de pauvreté internationale.<sup>(6)</sup> La population rurale souffre de sécheresses récurrentes, particulièrement celle des régions du nord-ouest et du sud-ouest.

De plus, Djibouti accueille plus de 27 000 personnes fuyant les guerres et les sécheresses de pays limitrophes comme la Somalie, l’Éthiopie et plus récemment le Yémen. Ces réfugiés sont largement dépendants des aides humanitaires.<sup>(7)</sup> Djibouti est classé 172<sup>ème</sup> sur 188 pays dans l’échelle de l’indice de développement humain de 2016.<sup>(8)</sup>

.....  
*“ Les conditions de vie difficiles des populations rurales sont aggravées par le changement climatique et les sécheresses récurrentes. ”*

**M. Dini Abdallah Omar**, Secrétaire Général du Ministère de l’Habitat, de l’Urbanisme et de l’Environnement

.....

## Risques climatiques

Au cours des trente dernières années, une augmentation de la température moyenne ainsi que de l’intensité et de la fréquence d’événements météorologiques extrêmes (la sécheresse et les inondations) a été observée.<sup>(9)</sup> Dans la seule ville de Djibouti, la température minimale enregistrée a augmenté de près de 1,3°C en 30 ans. Les températures moyennes à Djibouti risquent d’augmenter de 0,6 à 2,4°C d’ici 2050.<sup>(10)</sup> De plus, avec 88% de la population vivant sur la côte, les Djiboutiens sont particulièrement vulnérables à l’élévation du niveau de la mer. Ces conditions difficiles ont des répercussions négatives sur la disponibilité et la qualité des ressources

en eau pour la population, l’élevage et l’agriculture.<sup>(11)</sup> La désertification rapide a déjà entraîné un rétrécissement des terres arables et la réduction de la biodiversité (notamment des mangroves et d’espèces endémiques) et risque d’être exacerbée par la hausse des températures. De plus, la moitié de la couverture corallienne est susceptible de disparaître dans les années à venir,<sup>(12)</sup> ce qui pourrait avoir de profondes répercussions sur les populations locales qui dépendent directement des ressources naturelles pour leur moyens de subsistance, et qui sont déjà en situation de pauvreté aggravée.<sup>(13)</sup>



Empowered lives.  
Resilient nations.



# Préparation et soutien au processus de formulation et de mise en œuvre des PNA



## Politique publique, planification et budgétisation

Djibouti a initié plusieurs actions d'adaptation pour faire face au changement climatique. Le Programme d'Action National d'Adaptation (PANA), soumis à la CCNUCC en 2006, a identifié les secteurs les plus vulnérables aux impacts du changement climatique comme étant les ressources en eau, l'agriculture et l'élevage, la foresterie, et les écosystèmes côtiers et marins. Une première évaluation des vulnérabilités au changement climatique de ces secteurs a été réalisée et plusieurs actions d'adaptation urgentes ont été identifiées et classées par ordre de priorité.

En 2014, le gouvernement a adopté un nouveau cadre de référence qui fixe une orientation à long terme : la vision 2035. Un an plus tard, son plan d'action quinquennal est élaboré. La première Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) a été adoptée et constitue une version à moyen terme de la vision à l'horizon 2035. Le dixième objectif de la SCAPE porte sur l'adaptation au changement climatique et le renforcement de la résilience, en mettant l'accent sur les communautés rurales et l'intégration de l'adaptation dans les politiques sectorielles.

En 2015, le pays a soumis sa contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN) pour la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre de l'accord de Paris. La contribution initiale s'est convertie en CDN en 2016. Ce document réaffirme la volonté de Djibouti et place l'adaptation comme priorité nationale. Il définit les priorités suivantes : (i) la réduction de la vulnérabilité à la sécheresse; (ii) la protection contre l'élévation du niveau de la mer; (iii) l'amélioration de l'accès à l'eau; (iv) la protection de la biodiversité; et (v) le renforcement de la résilience des populations rurales.

En 2017, une stratégie nationale sur les changements climatiques (SNCC) a été préparée pour renforcer la cohérence entre les actions de lutte contre le changement climatique et les cadres nationaux existants (CDN et SCAPE) et pour traiter les impacts du changement climatique dans les différents secteurs socio-économiques du pays.

### Les six domaines prioritaires pour l'adaptation identifiés dans la SNCC de 2017:



Assurer l'accès à l'eau pour tous



Promouvoir des meilleures pratiques dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et du tourisme et éliminer les pratiques néfastes



Réduire la vulnérabilité aux effets du changement climatique et augmenter la résilience des secteurs socio-économiques ou géographiques les plus exposés



Protéger et améliorer les écosystèmes et maintenir les services qu'ils fournissent



Assurer le développement de villes durables et résilientes dans un contexte de changement climatique



Assurer la résilience et la durabilité des infrastructures stratégiques clés du pays

La SNCC définit six domaines prioritaires (cf. tableau ci-dessous) et indique également que la mise en œuvre de ces domaines sera facilitée par la mise en place d'une plateforme d'échange de techniques et de connaissances sur l'adaptation et l'atténuation, ainsi que des mécanismes de mesure, de suivi et d'évaluation environnemental.

Au niveau sectoriel, il existe le Programme National pour l'Investissement dans l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN) 2016-2020 qui offre des possibilités d'intégration de l'adaptation dans les politiques sectorielles, notamment l'agriculture, l'élevage et l'halieutique. Le présent document-cadre de planification pour les secteurs de l'agriculture, de l'eau, de l'élevage et de la pêche traite des besoins d'adaptation en s'appuyant sur le lien évident entre l'agriculture et les ressources en eau et sur l'appui aux communautés de pêcheurs et d'agriculteurs vulnérables.

## Préparation pour la planification de l'adaptation

Dans le cadre de la préparation des première et deuxième communications nationales, des évaluations de vulnérabilité approfondies ont été menées dans les secteurs suivants: ressources en eau, zone côtière et écosystèmes marins et terrestres. Cependant, ces études ne couvraient pas toutes les zones géographiques et certains secteurs clés tels que l'agriculture et l'élevage n'ont pas été évalués.

## Mise en œuvre d'actions d'adaptation

Une série de projets d'adaptation ont été menés à Djibouti, dont les initiatives clés suivantes:

- Appuyer l'adaptation des communautés rurales au changement climatique dans les régions montagneuses de Djibouti, 2014-2018, financée par le FEM / LDCF
- Mise en œuvre de technologies d'adaptation dans les écosystèmes fragiles de la plaine centrale de Djibouti, 2014-2018, financées par le FEM / LDC
- Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité de la pêche côtière, 2014-2020, financé par le FID



# Le processus de formulation et de mise en œuvre d'un Plan National d'Adaptation

## Organisation institutionnelle

Le processus de formulation et de mise en œuvre des PNA est construit à partir des arrangements institutionnels existants de lutte contre les changements climatiques à Djibouti. En 1999, un Comité National sur les Changements Climatiques (CNCC) a été créé mais n'a pas été réellement fonctionnel en raison du manque de ressources techniques et financières.

Son rôle est en cours de redéfinition et des sous-groupes sont en cours de création, notamment un groupe d'adaptation bénéficiant de l'appui du FEM/LDCF. Le secrétariat du CNCC est hébergé par le Département de l'environnement et du développement durable du Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Environnement (MHUE).

## Appui au processus PNA

Le processus PNA à Djibouti est soutenu par divers partenaires, notamment le Programme d'appui global aux plans nationaux d'adaptation (PAG-PNA) du PNUD et de l'ONU Environnement financé par le Fonds pour l'environnement mondial, le Groupe d'experts sur les PMA l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) par son soutien à l'investissement agricole national et aux plans de sécurité alimentaire, et l'Union européenne (UE) par le biais de l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique (AMCC).

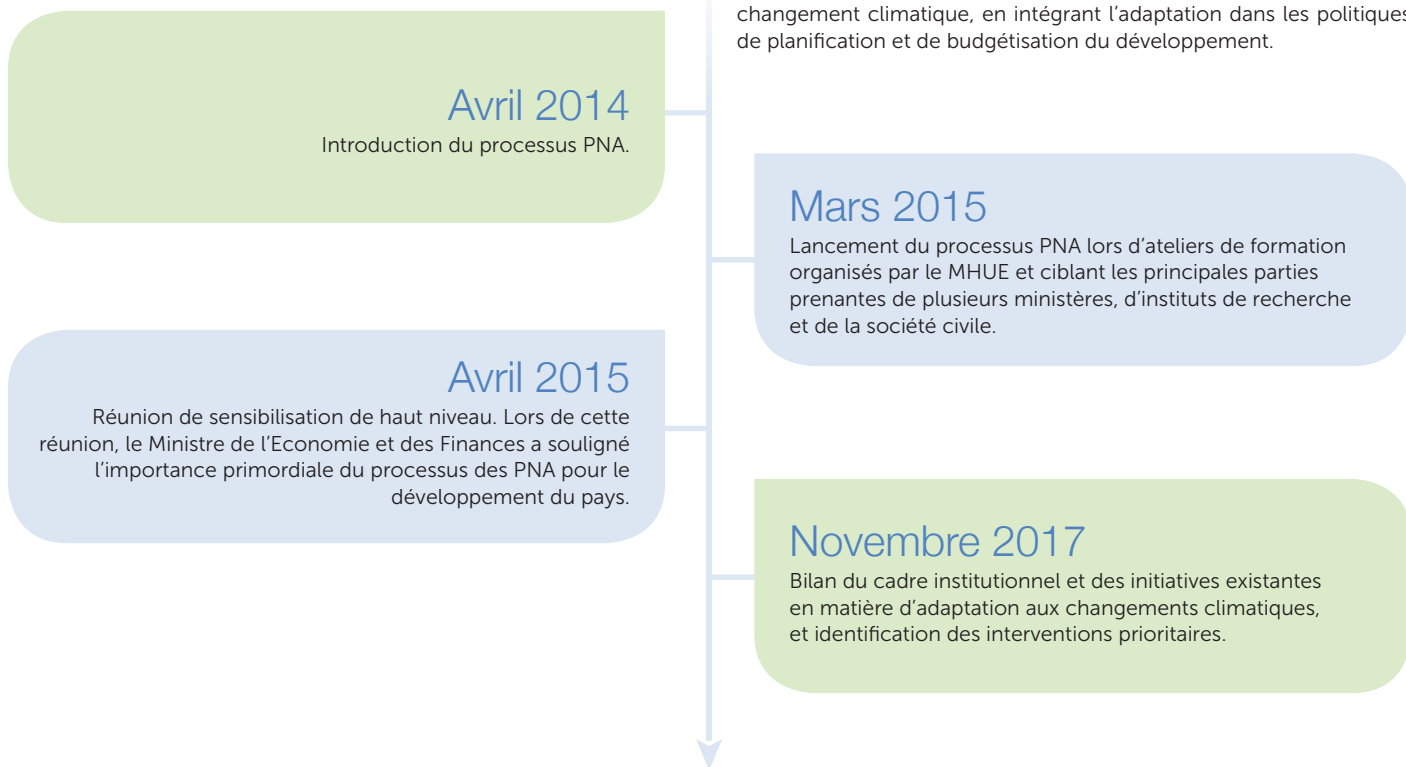
## Défis

Les scénarios climatiques à Djibouti n'ont pas été mis à jour depuis plus de dix ans et les vulnérabilités de plusieurs secteurs clés (notamment l'agriculture, l'élevage et le tourisme) n'ont pas encore été analysés. La situation est encore caractérisée par un manque d'information et de compréhension des impacts à long terme du changement climatique.

Les aspects de genre ont été mal pris en compte dans les évaluations de vulnérabilité et ne sont pas suffisamment reflétés dans le PANA et la CDN. La Politique Nationale Genre 2011-2021 n'inclut pas les considérations relatives au changement climatique. L'absence de coordination soutenue en matière de changement climatique et de plateformes pour le partage des connaissances a limité la participation et l'engagement des principales parties prenantes dans la planification et la mise en œuvre de l'adaptation. Conscient de ce défi, il est recommandé par la Stratégie Nationale du Changement NCC qu'une plateforme de partage des connaissances sur l'atténuation et l'adaptation soit mise en place.

## Succès

Des enseignements importants ont été tirés des projets PANA, qui se sont révélés très utiles lors de la formulation et de la mise en œuvre du processus PNA. La capacité à mettre en œuvre des projets d'adaptation a augmenté régulièrement ces dernières années. La réalisation de la SNCC et le plan du pays visant à renforcer le CNCC témoignent de la volonté politique de lutter de manière globale contre le changement climatique, en intégrant l'adaptation dans les politiques de planification et de budgétisation du développement.



## Le processus de formulation et de mise en œuvre du PNA

La Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) a établi le processus de développement des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) en 2010, afin de faciliter la planification efficace de l'adaptation au changement climatique sur le long terme, et de renforcer l'état de préparation des pays en développement. Les objectifs des PNA sont de réduire la vulnérabilité aux impacts du changement climatique et de faciliter l'intégration de l'adaptation à tous les niveaux de planification du développement. Le processus PNA est multisectoriel, il implique les ministères de l'environnement ainsi que de la planification et des finances, en plus d'autres ministères clés. En renforçant l'intégration institutionnelle et la coordination de la planification de l'adaptation, les PNA peuvent améliorer les processus de planification du développement national déjà existant, préserver les acquis du développement, et renforcer la résilience.



## Opportunités

Les éléments suivants représentent des opportunités pour faire avancer le processus de formulation et de mise en œuvre des PNA à Djibouti:

- La revitalisation du CNCC promet de renforcer les efforts d'adaptation au niveau national.
- La SCAPE a inclus la réduction de la vulnérabilité au changement climatique dans ses orientations stratégiques, en mettant l'accent sur l'élaboration d'un PNA. La revue à mi-parcours de la SCAPE et des stratégies sectorielles (2018-2020) offriront des opportunités pour une meilleure intégration de l'adaptation dans les plans de développement.
- Djibouti a l'intention de mettre en place un système de planification, de suivi et d'évaluation au niveau ministériel. Cela offrira une opportunité supplémentaire d'intégrer l'adaptation dans les processus de planification de développement existants.
- Les mesures d'adaptation mises en œuvre comme pilotes par le gouvernement, telles que le projet de lutte contre la sécheresse à Grand Bara, ont commencé à donner des résultats tangibles. Ces mesures ont le potentiel d'être intensifiées.
- La révision de la politique nationale sur le genre en 2021 pourrait être l'occasion de mieux faire le lien entre les actions en faveur de l'égalité des sexes et les actions liées au changement climatique.
- Un document de proposition au Fonds vert pour le climat (FVC) pour le soutien à la préparation au PNA est en cours de réalisation avec l'appui du PNUD.

## Documents clés

- Contributions Déterminées au niveau National de la République de Djibouti (CDN), 2015
- Première Communication Nationale, 2002
- Deuxième Communication Nationale, 2014
- Stratégie pour une Croissance Accélérée et pour la Promotion de l'Emploi (SCAPE), 2015
- Vision Djibouti 2035
- Stratégie Nationale sur les Changements Climatiques (SNCC), 2017

## Notes

<sup>(1)</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Rapport sur le Développement Humain. Djibouti Country Profile. Disponible sur: <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/DJ>

<sup>(2)</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Rapport sur le Développement Humain 2016. Disponible sur: <http://hdr.undp.org/en/2016-report/download>.

<sup>(3)</sup>, <sup>(4)</sup> Nations Unies. Djibouti Country Facts. Disponible sur: <https://www.un.int/djibouti/djibouti/country-facts>.

<sup>(5)</sup>, <sup>(6)</sup>, <sup>(6)</sup> Banque Mondiale. Djibouti Overview. Disponible sur <http://www.worldbank.org/en/country/djibouti/overview>

<sup>(7)</sup> UN HCR. Comprehensive refugee response framework (CRRF) global digital portal. Disponible sur: <http://crrf.unhcr.org/en/country/dj>

<sup>(8)</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Human Development Index. Disponible sur: <http://hdr.undp.org/en/composite/HDI>

<sup>(9)</sup> Global Facility for Disaster Risk Reduction Database. Disponible sur: <https://www.gfdr.org/djibouti>.

<sup>(10)</sup> Gouvernement de Djibouti, 2002. Première Communication Nationale.

<sup>(11)</sup>, <sup>(12)</sup>, <sup>(13)</sup>, <sup>(14)</sup>, <sup>(15)</sup>, <sup>(16)</sup> Gouvernement de Djibouti, 2015. Contribution Déterminées au niveau National de la République de Djibouti (CDN).

OCDE/DAC. External Development Finance Statistics. Disponible sur: [https://public.tableau.com/views/Climate-relateddevelopmentfinance-RP/CRDF-Recipient?:embed=y&:display\\_count=no&:showVizHome=no%20#3](https://public.tableau.com/views/Climate-relateddevelopmentfinance-RP/CRDF-Recipient?:embed=y&:display_count=no&:showVizHome=no%20#3)

<sup>(18)</sup> GCF Draft Readiness Project Proposal Djibouti.

**0,005%**  
des émissions  
mondiales  
totales <sup>(14)</sup>

**5**  
priorités  
d'adaptation  
dans la CDN <sup>(15)</sup>

**9**  
institutions  
gouvernementales et  
non-gouvernementales  
représentées à l'atelier  
de formation  
sur le PNA <sup>(16)</sup>

Moins de  
**1.000 km<sup>2</sup>**  
de terres arables <sup>(17)</sup>

**EUR 100m**  
Un budget de  
100 millions d'euros  
pour des projets  
d'adaptation mis en  
œuvre en 2015 <sup>(18)</sup>

## A propos du PAG-PNA

Le Programme d'appui global au Plan national d'adaptation PNUD-ONU Environnement a été lancé en juin 2013, financé par le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC). Le PAG-PNA, avec ses partenaires, aide les pays en développement à identifier les besoins techniques, institutionnels et financiers pour intégrer l'adaptation au changement climatique dans la planification et le financement nationaux à moyen et long terme. Le PAG-PNA fournit une expertise technique et des conseils sur les processus PNA du pays, et offre des possibilités d'échange de connaissances sur les PNA entre les pays.

**NAP-GSP**  
NATIONAL ADAPTATION PLAN: GLOBAL SUPPORT PROGRAMME

Email:  
Rohini.Kohli@undp.org  
Srisakulchairak@un.org

Relations Presse/Media  
Esther.Lake@un.org

Site internet:  
[www.globalsupportprogramme.org/nap-gsp](http://www.globalsupportprogramme.org/nap-gsp)